



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre ASSERVISSEMENT CHAUFFE EAU ELECTRIQUE

Pour la promotion de l'asservissement des chauffe-eau électriques sur le territoire de la Réunion à compter du 1^{er} mars 2019



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Energie piloté par le comité MDE de La Réunion (DEAL, Région Réunion, ADEME, EDF) et financé par l'Etat.

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE ASSERVISSEMENT CHAUFFE EAU ELECTRIQUE

Le caractère électrique insulaire de la Réunion, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modification l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la collectivité de la Réunion de constituer avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), EDF et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée.

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernées, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Asservissement chauffe-eau électrique s'inscrit dans cette démarche.

La nature et le niveau d'exigence sont la meilleure réponse aux attentes des clients soucieux d'une réalisation **de qualité**. Un asservissement de qualité doit apporter au client au moindre coût et de manière durable, le confort attendu.

L'offre Asservissement chauffe-eau électrique vise donc à satisfaire le client sur deux attentes vis-à-vis d'une production d'eau chaude de qualité :

- Le confort dans la durée grâce à des entreprises partenaires d'EDF qui par leur adhésion à la charte « Installateur Partenaire EDF » et dans le cadre de l'exercice de leur profession, se sont engagés à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client :
 - o le respect de la réglementation professionnelle ;
 - o le respect de l'environnement ;
 - o la qualité des produits proposés ;
 - o un conseil personnalisé au client ;
 - o a pose des matériels dans les règles de l'art ;
 - o des contrôles sur la qualité des installations.
- Le moindre coût grâce à des matériels ou système économes en énergie et à l'attribution d'une aide à l'investissement, ci-après désignée « Prime économies d'énergie », soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie.

L'offre Asservissement chauffe-eau électrique s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion :

- Réunion/ Résidentiel / BAR – Chauffe-eau électrique asservi

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l'« Entreprise ») pour l'offre Asservissement chauffe-eau électrique.

2 SYNTHÈSE DE L'OFFRE ASSERVISSEMENT CHAUFFE-EAU ÉLECTRIQUE

Peut bénéficier de l'offre Asservissement chauffe-eau électrique, tout client de l'Entreprise ayant acquis et fait poser un asservissement selon les conditions d'éligibilité définies dans ce document.

Terminologie :

Bâtiment existant : bâtiment pour lequel la date d'achèvement des travaux remonte à plus de 2 ans

Clients et travaux concernés :

Asservissement d'un chauffe-eau électrique dans le résidentiel (particuliers, précaires et très précaires)

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none">Bâtiments résidentiels (Maisons individuelles ou appartements) existantsBâtiments résidentiels (Maisons individuelles ou appartements) neufs
Travaux concernés	Fourniture et mise en place d'un contacteur sur l'installation électrique afin de faire fonctionner le chauffe-eau pendant les heures creuses (21h45 – 05h45)
Conditions de validation	Technique concernée : fil pilote uniquement <ul style="list-style-type: none">La mise en place du contacteur est réalisée par un professionnel électricien.La modification de tarif (Heures Creuses : Heures Pleines) est réalisée par le Service Clientèle d'EDF à la Réunion.L'offre Asservissement chauffe-eau électrique n'est envisageable que pour les chauffe-eaux électriques bien dimensionnés : 100L et plus

Prime économies d'énergie d'EDF :

Clients Résidentiel	75 € / asservissement
---------------------	-----------------------

Mise en œuvre opérationnelle de l'offre Asservissement chauffe-eau électrique :

La mise en œuvre de l'offre s'appuie sur les Conditions Générales du contrat de partenariat Installateur Partenaire Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre.

3 ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES DES CONDITIONS GÉNÉRALES SPÉCIFIQUES À L'OFFRE ASSERVISSEMENT CHAUFFE-EAU ÉLECTRIQUE

3.1 Complément de l'article 3 des CG : zones d'intervention, compétences métiers et assurances professionnelles :

L'Entreprise :

- a les compétences requises pour la réalisation des asservissements électriques ;
- doit justifier de ses compétences en électricité (qualification professionnelle, habilitation électrique) ;
- s'engage tout au long de son partenariat avec EDF Réunion à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client de ces équipements ;
- a souscrit aux assurances professionnelles nécessaires à l'exercice de son activité ;
- est averti des responsabilités professionnelles qui lui incombent (notamment celles qui s'appliquent en cas de sous-traitance de ses chantiers) ;

- se conforme aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'il réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur des matériels, respect norme NFC 15-100...) ;
- est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- manifeste sa volonté de contribuer durablement, activement et directement au développement de la filière asservissement de chauffe-eau électrique à l'île de La Réunion, avec un souci permanent de qualité.

L'Entreprise doit transmettre chaque année les documents suivants :

- o Une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- o Documents en cours de validité démontrant ses compétences en électricité.

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement pour l'installation d'un asservissement de chauffe-eau électrique à des installateurs qualifiés ;
- réclamer auprès du ou des installateurs une attestation indiquant qu'il(s) soi(en)t à jour de leurs cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- remettre copie à EDF de tous les documents prouvant les compétences métiers, assurance, et attestation fiscale des installateurs recrutés pour les travaux d'installations d'un asservissement de chauffe-eau électrique.

3.2 Complément de l'article 4 des CG : information, formation et communication :

A l'adhésion, l'Entreprise recevra une formation dispensée par l'animateur filière EDF sur les enjeux énergétiques de la Réunion, sur le partenariat Installateur Agir Plus d'EDF, sur le montage des dossiers permettant le versement de la Prime économies d'énergie. Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'Entreprise à la signature de la convention ;

L'Entreprise sera formée par EDF à l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers quand celui-ci sera opérationnel pour l'offre Asservissement chauffe-eau électrique.

3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale :

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Asservissement chauffe-eau électrique par les parties

L'Entreprise:

- dispose d'un délai de 48 h pour rappeler le client après réception d'une demande de devis ;
- expose à son client l'offre Asservissement chauffe-eau électrique et les conditions d'attribution de la Prime économies d'énergie correspondante ;
- préconise du matériel répondant au besoin du client et conforme aux critères techniques de l'offre Asservissement chauffe-eau électrique ;
- présente, sous huit (8) jours maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de calcul, ainsi que le cadre de contribution si le bénéficiaire est une personne physique ou un syndic de copropriété ;
- fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;
- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Critères techniques et clients concernés

Cf. article 2

Prime économies d'énergie

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Cette prime est fonction du type de travaux et de la catégorie de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client dans les conditions de l'offre.

Le montant des Primes économies d'énergie est basé sur la prime optimale définie dans le cadre territorial de compensation de la Réunion pour les actions citées dans l'article 1 : Elle est différenciée selon la surface isolée comme indiqué dans l'article 2.

L'Entreprise devra faire apparaître distinctement la déduction de la Prime économies d'énergie sur le devis et la facture client. Cette prime, pour l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est à ce titre pas soumise à TVA. Elle sera donc déduite du montant TTC de la facture quand la TVA n'est pas déductible ou du HT dans le cas contraire.

La facture devra préciser la marque, le modèle du matériel installé et les caractéristiques techniques selon le matériel posé.

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économies d'énergie est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux :

L'Entreprise s'engage à :

- réaliser les asservissements dans les règles de l'art et le respect de la réglementation (respect de la norme NF- C15-100, respect des préconisations des constructeurs)
- s'assurer de la faisabilité des travaux d'asservissement (contrôle de la capacité réelle du chauffe-eau et de ses caractéristiques techniques, adéquation du volume de la cuve avec la composition familiale) ;
- vérifier la présence du fil pilote. Si l'installation électrique intérieur du client n'a pas prévu de fil pilote, la réalisation de l'asservissement ne pourra pas être éligible à l'offre ;
- définir avec le client l'implantation des appareils ;
- procéder à l'asservissement des chauffe-eau électriques afin qu'ils puissent fonctionner uniquement entre 21h45 et 5h45 du matin (codage C) ;
- installer le matériel suivant : contacteur 25 A trois positions (ouvert/ automatique/marche forcée) ; disjoncteur 2 A
- apporter aux clients les conseils en matière de maîtrise des économies d'énergie liées à l'eau chaude sanitaire ;
- respecter les délais convenus avec le client et réaliser les travaux devront dans un délai de trois (3) mois suivant la signature du devis. Passé ce délai EDF ne garantira plus le remboursement de la Prime économies d'énergie.

3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – entretien :

L'Entreprise s'engage à :

- procéder à la réception des travaux (après avoir fait les réglages et la mise en service) en présence du client et en lui expliquant le fonctionnement ;
- assurer au client une garantie minimale de 1 an (pièces et main d'œuvre) sur l'asservissement réalisé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
- tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériels posés ;
- assurer la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques,...).
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (climatisation de classe A+++, conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation

3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux / suivi des travaux et satisfaction client :

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations frigorifiques annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de la Réunion. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Il portera notamment sur les points suivants :

- cohérence entre les éléments mentionnés dans les factures et ceux réellement présents sur l'installation ;
- Asservissement non fonctionnel ;
- Risque électrique pour le Client ;
- mauvaise qualité esthétique du cheminement des câbles (qualité de réalisation des goulottes).

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économies d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économies d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise (dans le cas où la Prime économie aurait déjà été versée, le partenaire s'engage à la rembourser).

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.

3.7 Complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents : procédure de constitution de dossiers de demande de CEE :

Constitution des dossiers par l'Entreprise

Pour chaque client, un dossier Asservissement chauffe-eau électrique complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client	
Le devis de l'installation conforme à la législation en vigueur mentionne : - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. - La mise en place d'un fil pilote - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si le chantier fait l'objet d'une sous-traitance : <u>*le sous-traitant est connu à la création du devis :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'entreprise xxxxx dont le numéro d'immatriculation est xxxx et la référence RGE est yyyy». (obligatoire pour les clients personnes physiques) <u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis mais fait partie d'une liste définie de sous-traitant :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'une des entreprises mentionnées ci-après » suivi de la liste des entreprises avec leurs numéros d'immatriculation et leur référence RGE (obligatoire pour les clients personnes physiques). <u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis :</u> Le partenaire ou l'entreprise titulaire du marché fait signer à son client pour acceptation en amont des travaux (au plus tard le jour de la réalisation) un document dans lequel il fait part de son intention de sous-traiter tout ou partie des travaux et précise l'entreprise sous-traitante et ses domaines de qualifications (dont RGE si les travaux l'exigent).	<input checked="" type="checkbox"/>

Attestation fournie par EDF et signée par le client	<input checked="" type="checkbox"/>
La facture client conforme à la législation en vigueur qui fait clairement apparaître : - l'adresse des travaux - La « prime économies d'énergie » suivi de la mention « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. » et de son montant, - La mise en place d'un fil pilote La date de facture constitue la date de preuve de la réalisation des travaux.	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission des dossiers par l'Entreprise

Chaque dossier complet est constitué puis transmis par l'Entreprise à EDF via mail à l'adresse sei-reunion-mde-filieres@edf.fr avec pour objet le nom de l'Entreprise / offre Asservissement chauffe-eau électrique / la date d'envoi, au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une demande de complément ou de correction transmise à l'Entreprise par EDF via mail indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger **sous un délai de dix (10) jours ouvrés**.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides ;

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un dossier de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Modalité de remboursement des Primes économies d'énergie.

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers complets validés par EDF qu'il doit scanner et déposer au plus tard le 10 du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

Les factures pour le paiement des primes dues devront :

- Porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- Faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie. La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- Mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte de l'Entreprise.

L'Entreprise transmet directement la facture originale mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie, à :

EDF Service Efficacité Energétique
8 Avenue Georges Brassens
CS 62009
97744 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX
A l'attention de Vanessa BOISDEDU

Le versement des Primes économies d'énergie sera réalisé uniquement si les dossiers clients sont validés.

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité, EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ses clients. Ces conventions peuvent également inclure le versement des Primes économies d'énergie pour les travaux décrits dans les présentes conditions d'application.

Il est entendu que des travaux faisant déjà l'objet de versement des Primes économies d'énergie au travers d'une convention de partenariat MDE passée directement entre EDF et le client ne pourront être repris et intégrés par l'Entreprise dans le cadre du contrat de « Partenaire EDF ».

Afin d'éviter ce risque de « doublon » sur notamment l'attribution de la prime, l'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF portant sur le versement des Primes économies d'énergie pour des travaux de l'offre Asservissement chauffe-eau électrique.

Pour toute installation qui serait réalisée sur des bâtiments résidentiels et tertiaires, l'Entreprise devra au préalable communiquer à EDF si le client final bénéficie d'une aide par exemple du FEDER, de la REGION REUNION ou de l'ADEME. Cette information sera impérativement communiquée avant la réalisation du devis par l'Entreprise.

3.8 Complément de l'article 10 des CG : Autorisation d'utilisation des visuels EDF :

EDF est propriétaire de tous les supports, logotypes (charte « Installateur Partenaire EDF » et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération et pourra à la demande des adhérents signataires les autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes à la Charte « Installateur Partenaire EDF » (insertion du logo de la charte sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.).

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports, après une demande écrite adressée à EDF, devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers contrôlés. Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
 - La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
 - La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entraînera la résiliation du contrat de partenariat.

